

Le 80e anniversaire du Pacte Germano-Soviétique, par Jacques Sapir

Ce jour du 23 août 2019 marque le 80^e anniversaire de la signature du pacte Germano-Soviétique, dit aussi pacte Molotov-Ribbentrop. La signature de ce pacte faisait sauter la dernière des sécurités avant le début de la Seconde Guerre Mondiale. L'agression de l'Allemagne Nazie contre la Pologne n'est plus qu'une question de jours ; elle surviendra le 1^{er} septembre. Les déclarations de guerre à l'Allemagne de la Grande-Bretagne et de la France surviendront dès le 3 septembre 1939.

Ce Pacte a été considéré comme « hors nature » par les uns ou au contraire comme parfaitement naturel, par les autres. La construction d'une équivalence idéologique entre le nazisme et le stalinisme jouant ici le rôle d'un « deus ex-machina » censé « expliquer » le Pacte. Pourtant, cette équivalence a été désormais, depuis la fin de la guerre froide et l'ouverture des archives soviétiques[1], rejetée[2]. Il est aussi vrai que le Pacte fait partie des argumentaires dans l'hystérie « anti-Poutine » en antirusse qui sévit actuellement en France[3]. Il reste cependant un point sensible tant en Russie qu'ailleurs[4].

La réalité est en fait bien plus tortueuse. Depuis 1990, l'ouverture des archives soviétiques permet d'éclairer, au moins en partie, les raisons et les processus qui ont conduit à ce Pacte[5]. Le Pacte, qui est officiellement un accord de non-agression mais qui contient aussi un protocole dit secret, est le résultat de contraintes de sécurité pesant sur l'URSS, mais aussi de raisons économiques et territoriales.

La sécurité collective et l'URSS

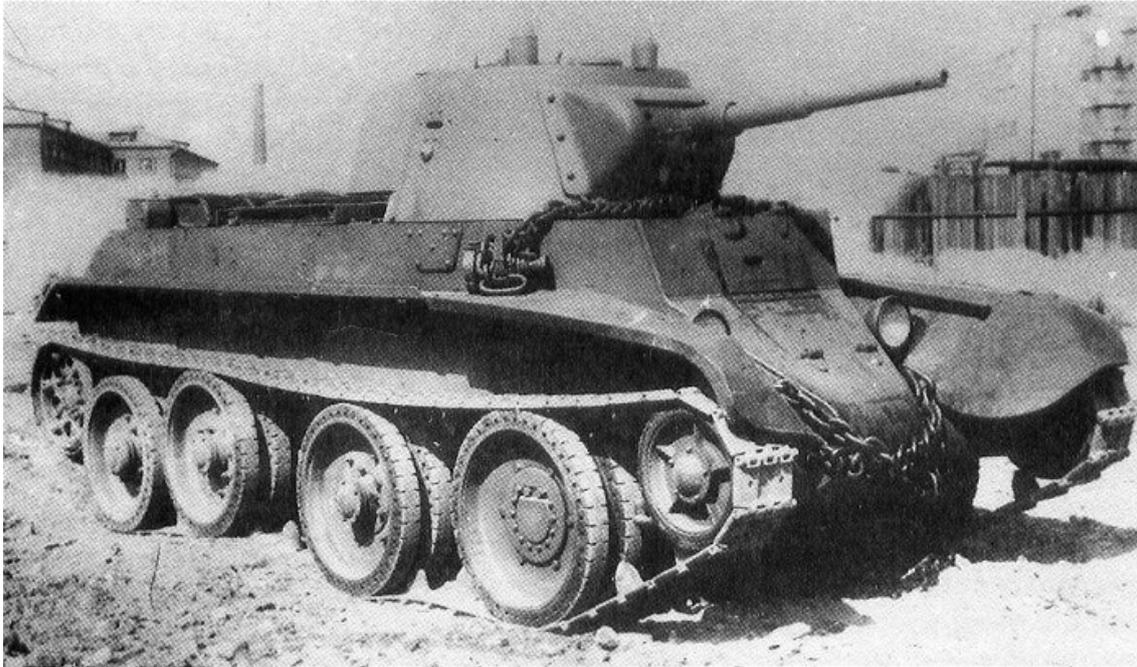
L'Union soviétique s'est sentie rapidement menacée par l'arrivée au pouvoir d'Hitler et a vu, dans le régime nazi, un ennemi dangereux. De ce point de vue, il est inexact de dater de 1934 l'abandon de la fameuse ligne « classe contre classe » qui était celle du Komintern et de la direction soviétique, et qui avait abouti à l'isolement relatif de l'URSS. Le Pacte d'Amitié, de Neutralité et de non-Agression signé avec l'Italie en septembre 1933, tout en étant aussi déterminé par des raisons économiques et industrielles, en particulier dans les constructions navales[6], avait pour but de se chercher des alliés contre Hitler[7]. Il faut noter que, depuis le sauvetage de Umberto Nobile par le brise-glaces soviétique *Krasin*, les relations entre l'Italie mussolinienne et l'URSS s'étaient de beaucoup réchauffées[8]. Les dirigeants soviétiques, ayant tiré un bilan négatif de leur politique d'isolement, vont chercher systématiquement à réintégrer le « concert des Nations » pour tenter de se prémunir contre une alliance générale des pays capitalistes contre l'URSS. Cette politique, qui les conduit à intégrer la SDN le 18 septembre 1934 et qui s'incarne dans le responsable des affaires étrangères Maxime Litvinov, n'est pas non plus dépourvue de dimensions militaires. Il en ira ainsi avec la France, avec l'échange d'officiers à partir de 1934 ainsi que des achats de licence (pour des moteurs d'avions)[9], et avec la Tchécoslovaquie[10]. Cette politique de rapprochement avec les

puissances « capitalistes » occidentales, vue avec une méfiance certaine depuis la Grande-Bretagne[11], connaîtra son apogée en 1937-38. La crise des Sudètes, qui commence dès la fin de 1937, et les accords de Munich (29 septembre 1938)[12], dont l'URSS est exclue (tout comme le gouvernement tchèque) sera une très grande déception pour les dirigeants soviétiques et la cause d'une inquiétude grandissante.



Maxime LITVINOV

En effet, la Tchécoslovaquie pouvait – normalement – compter sur l'aide de la France[13] mais aussi de la Russie, à la suite de traité du 16 mai 1935 signé entre les deux pays. L'Union soviétique avait réclamé dès le début de la crise la tenue immédiate de négociations militaires entre des représentants des forces soviétiques, françaises et tchécoslovaques. Elle avait aussi réclamé l'inscription de la crise à l'ordre du jour de l'assemblée générale de la SDN. L'ambassadeur soviétique Ivan Maïski avait indiqué que son pays était disposé à apporter une aide militaire à la Tchécoslovaquie, à condition que la France en fasse autant[14]. De fait, entre le 21 et le 23 septembre l'Armée Rouge (RKKA) avait mobilisé et commencé le déploiement de forces considérables des districts militaires de Kiev et de Biélorussie[15]. Le district de Kiev fut mobilisé le 21 septembre et celui de Biélorussie le 23 septembre. Les districts militaires de Kalinin, Leningrad, Moscou et Kharkov furent, eux aussi, concernés par cette mobilisation mais dans une moindre mesure. Le 28 septembre, tous les districts militaires à l'ouest de l'Oural et ceux de Transcaucasie reçurent l'ordre de ne pas laisser les conscrits ayant terminé leur service militaire rentrer chez eux, ce qui équivalait à une mobilisation importante des forces armées. Près de 330 000 réservistes furent rappelés sous les drapeaux.



Char BT-7, en service en 1937

Etai^{ent} concernées soixante divisions d'infanterie, seize divisions de cavalerie avec six corps de chars et dix-sept brigades aériennes[16]. Mais, en l'absence de frontière commune entre l'URSS et la Tchécoslovaquie, l'URSS cherchait à obtenir soit de la Pologne soit de la Roumanie un accord sur la traversée de leurs territoires. De fait si la Roumanie devait accepter tacitement des transferts aériens (des chasseurs I-16 et des bombardiers SB-71 traversèrent l'espace aérien roumain)[17], la Pologne refusa, ce qui n'était pas étonnant vu le tour « pronazi » de la politique polonaise à l'époque[18]. En dépit de la demande pressante de l'Union soviétique, la France n'intervint pas pour convaincre ses alliés. Ceci est d'autant plus incompréhensible que des accords militaires liaient la France à la Pologne et à la Roumanie. Si la responsabilité du gouvernement britannique est naturellement engagée dans ce que des auteurs ont pu appeler la « tragédie de Munich », la responsabilité des gouvernants français semble l'être plus encore, car ces derniers avaient les moyens de faire pression sur la Pologne et surtout sur la Roumanie[19]. La France avait même refusé la proposition soviétique de lui céder 200 chasseurs modernes (des I-16) pour renforcer son aviation[20].

C'est donc peu dire que les dirigeants soviétiques se sentirent trahis par la décision de la Grande-Bretagne et de la France de céder devant Hitler le 29 septembre dans ce qu'il est convenu d'appeler les « accords de Munich »[21]. Les tenants de la « sécurité collective » au sein de la diplomatie soviétique se trouvèrent dans une position difficile et l'idée que seule une politique unilatérale, opportuniste, pouvait garantir les intérêts et la sécurité de l'URSS fit son chemin.

La situation « après Munich »

L'Allemagne n'en resta pas aux « accords de Munich ». Rapidement, avec l'aide de la Pologne, elle envahit ce qui restait du territoire tchécoslovaque le 15 mars 1939. La Pologne s'empara quant à elle de plusieurs régions frontalières, notamment la Zaolzie (région de Teschen), et la Hongrie annexa des régions peuplées de Hongrois[22]. Le 21 mars 1939, l'Allemagne prononça la dissolution du pays, avec d'une part la création d'une Slovaquie

indépendante (et cliente de l'Allemagne) et d'autre part le « protectorat » de Bohême-Moravie, sous contrôle allemand[23]. Comment les dirigeants soviétiques pouvaient-ils réagir à l'effondrement des structures de sécurité collective en Europe ?

Le 17 avril, soit près d'un mois après la dissolution de la Tchécoslovaquie, lors d'une rencontre entre un diplomate soviétique (Merekalov) et un aide de Ribbentrop au sujet de l'exécution des commandes soviétiques passées à Skoda (devenue, de fait, une entreprise allemande). Le diplomate allemand, Weizsacker, fit des avances vers les soviétiques et déclara que le contrat serait honoré (il en fut de même d'ailleurs pour un contrat britannique avec les aciéries de Pilsen concernant les plaques de blindage du porte-avions *Illustrious* alors en construction chez Vickers-Armstrongs[24]) mais de plus, déclarant parler au nom de Ribbentrop et de Hitler, Weizsacker affirma que rien n'empêchait l'Allemagne et l'URSS d'avoir de bonnes relations. Les réactions des soviétiques furent pour le moins mitigées. Le remplacement de Litvinov par Molotov comme Commissaire aux Affaires Etrangères étant plus une manœuvre de politique intérieure et un moyen pour Staline de mieux contrôler la politique étrangère qu'un signal vis-à-vis de l'Allemagne[25]. Astakhov, qui avait remplacé Merekalov, ne fut, si l'on en croit le rapport qu'il envoya à Moscou, pas plus impressionné par ses rencontres avec Schnurre et von Stumm, deux diplomates allemands de haut rang[26]. La position soviétique semble bien avoir été un attentisme prudent, voire hostile, jusqu'à la fin juillet 1939[27].



Vyacheslav MOLOTOV

A cette époque, Astakhov rencontra Ribbentrop en personne tandis qu'un diplomate allemand visitait Moscou. Il semble bien que ce soit là que les choses commencèrent à bouger. L'hostilité évidente de l'Allemagne par rapport à la Pologne provoquait des inquiétudes en Grande-Bretagne et en France. Le 4 août, Molotov envoya un télégramme à Astakhov lui demandant de poursuivre les négociations avec la partie allemande mais uniquement sur l'octroi de crédits commerciaux. Une délégation Franco-Britannique, par ailleurs, arriva à Moscou le 10 août. Les discussions qui commencèrent alors mirent en évidence et la décision des soviétiques d'aboutir à un accord militaire ferme ne laissant aucune place aux manœuvres « d'apaisement » et l'absence de mandat des délégués franco-britannique pour faire aboutir ces négociations[28]. La faillite de ces négociations (le 12 août) ouvrit la porte à un accord entre l'Union soviétique et l'Allemagne.

Il convient alors de se souvenir que les dirigeants soviétiques craignent à l'époque et par dessus tout une alliance des « puissances capitalistes » dirigée contre eux. Il faut aussi se souvenir que, dans le même temps, se déroulent les combats de Khalkhin-Gol où les troupes soviétiques affrontent les troupes japonaises[29]. Or, l'Allemagne, l'Italie et le Japon sont nominalement liés par un Pacte. Même s'il est clair que l'Allemagne poursuit une politique

sans tenir compte des avis italiens ou japonais, la volonté des dirigeants soviétiques de se débarrasser de la « menace japonaise », ce qui sera achevé le 11 septembre 1939, ne peut se comprendre que du point de vue d'une recherche d'une liberté de manœuvre en Europe, et d'une crainte de l'Allemagne. Cette liberté de manœuvre était d'autant plus importante que l'effondrement des restes de la « sécurité collective », du fait du mauvais vouloir des Britanniques et des Français, laissait les dirigeants soviétiques sans véritable stratégie de rechange[30].

La décision des dirigeants soviétiques de donner suite aux demandes allemandes d'un accord (17 août) ne préjugait pas du contenu réel de cet accord. Le 19 août, un accord commercial avec l'Allemagne fut signé. Molotov signale bien la volonté soviétique d'établir, à côté d'un pacte de non-agression, un « protocole spécial », mais il ne s'engage pas sur le contenu de ce dernier. Les dirigeants soviétiques refusèrent la venue immédiate de Ribbentrop. Le 21 août Hitler envoya une lettre personnelle à Staline insistant pour un accord, au vu de la dégradation de la situation entre l'Allemagne et la Pologne. Staline donna alors son accord pour la venue de Ribbentrop à Moscou le 23 août[31]. Il semble donc que le texte de l'accord et du protocole secret ait été rédigé entre le 21 et le 23 août. La signature du Pacte ET de son « protocole secret » eut donc lieu à Moscou le 23 août. Les dirigeants soviétiques avaient finalement opté pour ce qu'ils percevaient comme la moins pire des solutions, et ils avaient abandonné – temporairement du moins – tout espoir de « sécurité collective ».



La signature du Pacte, le 23 août 1939

L'évolution de la position soviétique après le Pacte

Le Pacte du 23 août ne contient donc pas ce que l'on croit. Même le protocole secret, s'il fixe les zones d'influence, est en réalité relativement anodin. Face aux tergiversations des Français et des Britanniques, Staline et les dirigeants soviétiques ont choisi, en apparence, ce qui leur semblait le mieux garantir la sécurité de leur pays. Compte tenu du précédent de Munich, les dirigeants français, qui ont refusé d'intervenir en septembre 1938 pour demander à la Roumanie ou à la Pologne de laisser passer les troupes soviétiques (et les protocoles militaires existaient avec ces deux pays), ne peuvent que considérer cet accord comme le fruit amer de leur propre politique. Cela néanmoins ne justifie pas les accords entre le NKVD et la Gestapo pour les échanges de prisonniers (communistes allemands contre « blancs » et défecteurs soviétiques)[32]. Si le principe d'un accord est parfaitement admissible et défendable, les clauses annexes, elles, posent à l'évidence problème.

Pacte Molotov- Ribbentrop

« Le gouvernement du Reich allemand et le gouvernement des Républiques socialistes soviétiques, animés du désir de renforcer la cause de la paix entre l'Allemagne et l'URSS et partant des clauses prévues par l'Accord de neutralité conclu en avril 1926 entre l'Allemagne et l'URSS, sont parvenus à l'accord suivant:

Art. premier Les parties contractantes s'engagent toutes deux à s'abstenir de tout acte de violence, action agressive ou toute autre attaque réciproque, tant isolément que conjointement avec d'autres puissances.

Art. 2 Dans le cas où l'une des deux parties contractantes deviendrait l'objet d'un acte de la part d'une tierce puissance, l'autre partie contractante ne devra en aucune manière donner son appui à cette tierce puissance.

Art. 3 Les gouvernements des deux parties contractantes devront maintenir, à l'avenir, des contacts réciproques et suivis en vue de se consulter pour échanger des informations sur les problèmes relatifs à leurs intérêts communs.

Art. 4 Aucune des deux parties contractantes ne devra participer à aucune coalition de puissances dirigée en quelque manière, directement ou indirectement, contre l'autre partie.

Art. 5 En cas de litiges ou de conflits entre les parties contractantes, sur des problèmes de quelque nature que ce soit, les deux parties devront régler ces litiges ou conflits uniquement par des échanges de vue à l'amiable ou, si nécessaire, par l'institution d'une commission arbitrale.

Art. 6 Le présent traité est conclu pour une période de dix ans, étant entendu que s'il n'est pas dénoncé par l'une des parties contractantes un an avant l'échéance de cette période, sa validité sera automatiquement reconduite pour une durée de cinq ans.

Art. 7 Le présent traité devra être ratifié dans les plus brefs délais. Les instruments de ratification seront échangés à Berlin. L'accord entrera en vigueur dès sa signature.

Fait en deux exemplaires, en langue allemande et en langue russe.

Moscou, le 23 août 1939.

Le plénipotentiaire du gouvernement de l'URSS :-----V. Molotov

Pour le gouvernement du Reich allemand :-----J. von Ribbentrop

Protocole secret :

1. Dans le cas d'une réorganisation territoriale et politique des zones appartenant aux Etats baltes (Finlande, Estonie, Lettonie, Lituanie), la frontière septentrionale de la Lituanie devra constituer la limite des sphères d'influence de l'Allemagne et de l'URSS. En fonction de quoi, les droits de la Lituanie sur la zone de Vilna sont reconnus par les deux parties.

2. Dans le cas d'une réorganisation territoriale et politique des zones appartenant à l'Etat polonais, les sphères d'influence de l'Allemagne et de l'URSS seront délimitées approximativement par les fleuves Narev, Vistule et San.

La question de savoir si l'intérêt des deux parties rend souhaitable la conservation d'un Etat polonais indépendant, et celle des limites qui doivent être fixées à cet Etat pourront être déterminées seulement au cours des développements politiques ultérieurs. En tout état de cause, les deux gouvernements régleront cette question par des accords à l'amiable.

3. Pour ce qui est du sud-est de l'Europe, la partie soviétique rappelle à l'attention ses prétentions sur la Bessarabie. La partie allemande déclare son désintéressement politique complet pour ce territoire.

4. Ce protocole sera considéré comme strictement secret par les deux parties.

Moscou, le 23 août 1939.

Le plénipotentiaire du gouvernement de l'URSS :-----V. Molotov

Pour le gouvernement du Reich allemand :-----J. von Ribbentrop

Le texte du Pacte et du "protocole secret"

Mais, l'évolution de la situation suite à l'agression allemande contre la Pologne va changer la donne. De fait, Staline et les dirigeants soviétiques s'attendaient à une résistance plus importante de la part de l'armée polonaise. Considérant son effondrement rapide, ils se décidèrent à intervenir le 17 septembre 1939. Ce faisant, et même si formellement ils pouvaient prétendre vouloir faire appliquer le protocole secret du Pacte, ils entraient dans une autre logique. Symboliquement, l'action de l'Armée Rouge apparaît comme un « coup de poignard dans le dos » donné à l'armée polonaise. Cette action fait passer l'Union soviétique pour l'allié de l'Allemagne nazie. De plus, le traité sur la délimitation des frontières, signé le 28 septembre 1939 et surtout les protocoles secrets, dont celui concernant les activités des « agitateurs » polonais (avec les 4 conférences entre la Gestapo et le NKVD qui eurent lieu[33]) ouvrent la porte aux massacres dans la zone allemande comme dans la zone soviétique ; ils annoncent les massacres de Katyn[34]. Un protocole secret du 10 janvier 1941 précise même que l'URSS doit compenser financièrement l'Allemagne pour l'acquisition de la Lituanie.

Protocole confidentiel du 28 septembre 1939

Le gouvernement de l'URSS ne mettra pas d'obstacles au désir éventuel de nationaux allemands, ou d'autres personnes d'origine allemande, résidant dans sa sphère d'influence, d'émigrer vers l'Allemagne ou vers la sphère d'influence allemande.

Il est d'accord pour que ces déplacements soient organisés par des agents du gouvernement du Reich en collaboration avec les autorités locales compétentes, et pour que les droits de propriété des émigrants soient sauvegardés.

Une obligation correspondante incombe au gouvernement du Reich en ce qui concerne les personnes d'origine ukrainienne ou biélorusse résidant dans sa sphère d'influence.

Pour le gouvernement du Reich allemand :----- von Ribbentrop

Pour le gouvernement de l'URSS :----- V. Molotov

Protocole additionnel secret du 28 septembre 1939

Les plénipotentiaires soussignés constatent l'accord suivant entre le gouvernement allemand et le gouvernement de l'URSS.

Le protocole additionnel secret du 23 août 1939 est modifié dans l'article 1, dans la mesure où le territoire de l'État lituanien est rattaché à la sphère d'intérêts de l'URSS et où, d'autre part, la province de Lublin et les parties de celle de Varsovie sont rattachées à la sphère d'intérêts de l'Allemagne (voir la carte annexée au traité de délimitation et d'amitié entre l'URSS et l'Allemagne). Dès que le gouvernement de l'URSS aura pris sur le territoire lituanien des mesures spéciales visant à la protection de ses intérêts, la frontière germano-lituanienne sera rectifiée dans le but de parvenir à un tracé simple et naturel, le territoire lituanien situé au sud-ouest de la ligne indiquée sur la carte revenant à l'Allemagne.

Il est constaté d'autre part que les accords économiques en vigueur entre l'Allemagne et la Lituanie ne doivent pas être affectés par les mesures ci-dessus indiquées de l'Union soviétique.

Pour le gouvernement du Reich allemand :----- von Ribbentrop

Pour le gouvernement de l'URSS :----- V. Molotov

Protocole additionnel secret du 28 septembre 1939

Les plénipotentiaires soussignés, en concluant le Traité germano-soviétique de délimitation et d'amitié, se sont déclarés d'accord sur ce qui suit :

Les deux parties ne toléreront sur leur territoires aucune agitation polonaise susceptible d'affecter le territoire de l'autre partie. Elles mettront fin à une telle agitation dès son origine et se renseigneront mutuellement sur les dispositions prises à cet effet.

Pour le gouvernement du Reich allemand :----- von Ribbentrop

Pour le gouvernement de l'URSS :----- V. Molotov

Protocole confidentiel du 28 septembre 1939

Protocole secret du 10 janvier 1941

Le comte von Schulenburg, au nom du gouvernement du Reich allemand, d'une part, V.M. Molotov, au nom du gouvernement de l'URSS d'autre part, se sont mis d'accord sur ce qui suit :

1. Le gouvernement allemand renonce à ses prétentions sur la partie du territoire de la Lituanie mentionnée dans le protocole additionnel secret du 28 septembre 1939 et indiquée sur la carte jointe à ce protocole.

2. Le gouvernement de l'Union des républiques socialistes soviétiques est prêt à compenser auprès du gouvernement de l'Allemagne le territoire indiqué par l'article 1 du présent protocole en versant à l'Allemagne une somme de 7,5 millions de dollars-or, équivalant à 31,5 millions de marks allemands.

Le règlement de ce montant de 31,5 millions de marks sera assuré par le gouvernement de l'URSS de la manière suivante : un huitième, soit 3 millions 937 500 marks, sera réglé par la livraison de métaux non ferreux pendant les trois mois suivant la signature du présent protocole ; les sept huitièmes restant, soit 27 millions 562 500 marks, seront réglés en or et viendront en déduction des paiements en or dus par l'Allemagne à la date du 11 février 1941 conformément à l'échange de lettres entre M. Schnurre, président de la délégation économique allemande, et A.I. Mikoïan, commissaire du peuple au commerce extérieur de l'URSS, dans la cadre de la signature de l'accord du 10 janvier 1941 « sur les livraisons mutuelles à effectuer pendant la seconde période d'application de l'accord économique du 11 février 1940 entre l'Allemagne et l'URSS ».

Moscou, le 10 janvier 1941

Pour le gouvernement du Reich allemand :----- Von Schulenburg

Sur instruction du gouvernement de l'URSS :----- V. Molotov

Protocole confidentiel de janvier 1941

Il est cependant clair que ces différents textes et protocoles n'ont qu'une portée temporaire. L'URSS attend que l'Allemagne s'épuise dans sa guerre contre la France et le Royaume-Uni. C'est l'effondrement de l'armée (et du pouvoir politique) française en mai-juin 1940 qui va changer la donne. Staline avait donné l'ordre aux officiers qui entraient sur le territoire polonais de respecter scrupuleusement la ligne de démarcation, d'être cordiaux avec les militaires allemands, mais aussi de les « balayer » au cas où ils voudraient avancer plus loin que cette ligne de démarcation. Cela montre l'état réel des relations entre l'URSS et l'Allemagne. Mais, de septembre 1939 à juin 1940, se passent deux événements décisifs qui vont peser lourds sur les décisions de Staline et des dirigeants soviétiques : l'échec relatif de l'Armée Rouge face à la Finlande et, on l'a dit, l'effondrement de la France.

Staline comprend, alors, qu'il pourrait être confronté à une guerre contre l'Allemagne bien plus tôt que ce qu'il a prévu, soit 1943 ou 1944. Il mesure aussi l'état de désorganisation de l'Armée Rouge qui est en partie de son fait[35]. Dès l'été 1940, il va commencer à se préparer

à une guerre contre l'Allemagne, guerre qu'il espère pouvoir retarder jusqu'au printemps 1942. L'interruption du programme naval compris dans le 3ème plan quinquennal en septembre 1940, une décision qui a sans doute été prise dès la fin du mois de juillet 1940 ou en août au plus tard, et le transfert de l'acier vers la construction de chars supplémentaires, est bien la preuve que Staline sait qu'un affrontement est inévitable avec l'Allemagne. La promotion de Joukov à la tête du district militaire de Kiev en est une autre. En janvier 1941 se tinrent deux « jeux de guerre » (*Kriegspiel*) au Kremlin en présence de Staline et des dirigeants soviétiques, le premier du 2 au 6 janvier et le second du 7 au 14 janvier[36]. Le premier fut un jeu défensif dans lequel les forces soviétiques furent confiées au maréchal Pavlov et les forces allemandes (ou « bleues » dans la terminologie soviétique) au général Joukov. Ce dernier, le seul général soviétique à avoir l'expérience de la guerre mécanisée à la suite de sa victoire contre les japonais à Khalkhin-Gôl en août 1939, encercla les forces soviétiques stationnées en Biélorussie et déboucha vers l'Est rapidement. Les cartes de ce premier « jeu » sont intéressantes car elles se révèlent très proches de la manœuvre faite *dans la réalité* par les forces allemandes. Notons déjà que, si Staline avait réellement cru en la parole d'Hitler, on ne voit pas la nécessité de ce « jeu », tenu sur son ordre, et sous sa présence, au Kremlin. Le second « jeu » avait pour but de tester une contre-offensive et vit les adversaires de hier échanger leurs camps respectifs. Joukov, à la tête désormais des forces soviétiques non seulement stoppa l'avancée allemande mais mena une contre-offensive qui devait le mener aux portes de la Roumanie et de la Hongrie. Un troisième « jeu » se tint toujours au Kremlin au début de février 1941. Ce nouveau « jeu » testa une offensive allemande qui serait lancée depuis la région de Bobrouïsk vers Smolensk et l'important « pont de terre » entre la Dvina et le Dniepr qui commande l'accès à Moscou. *Il implique donc que Staline s'était résolu à l'idée d'une pénétration en profondeur des armées allemandes sur le territoire de l'URSS.* Dans ce « jeu », Joukov appliqua une défense échelonnée pour épuiser d'abord le potentiel des divisions blindées allemandes, puis passa à une contre-offensive à partir des deux ailes. Ceci correspond au scénario qui sera appliqué à Koursk en juillet 1943. Ce « jeu » démontra la supériorité d'une bataille d'arrêt, suivie d'une contre-offensive, sur une offensive préemptive. Il démontre aussi qu'à cette date on ne peut plus douter du sérieux avec lequel la possibilité d'une attaque allemande était envisagée.

Mais, Staline est resté persuadé, avec une certaine logique d'ailleurs, que la guerre n'éclaterait pas avant 1942 ou 1943 ; en quoi il se trompait gravement. Dans l'atmosphère de terreur et de suspicion qui règne au Kremlin, cela suffit à discréditer les informations qui remontent dès mars-avril 1941 sur les préparatifs allemands. L'Armée Rouge était au milieu de ce que l'historien militaire américain David Glantz a appelé une « crise institutionnelle »[37], à laquelle vint s'ajouter, lors de l'attaque, la perte des transmissions avec les échelons avancés. Ce fut, en effet, l'une des principales raisons de la confusion qui régna dans les premiers jours de l'attaque à Moscou. Ajoutons cependant que Staline acquiesça aux demandes de Joukov du mois d'avril et de mai 1941[38], à l'exception de la mise en alerte des districts frontaliers jugée comme pouvant apparaître comme une « provocation » par les Allemands. Ceci est parfaitement contradictoire avec le mythe selon lequel Staline aurait cru jusque aux dernières heures en la parole de Hitler.

Que penser du Pacte ?

Que faut-il alors penser du Pacte ?

Pour les sympathisants et les militants du PCF, il fut clairement un « coup de tonnerre »^[39]. Paul Nizan démissionna du PCF le 25 septembre, mais plus en réaction à la manière dont la direction du parti avait réagi au Pacte qu'au Pacte lui-même.



Paul Nizan

Le retour du PCF à une ligne « classe contre classe », à une ligne de « pacifisme révolutionnaire », apparut à de nombreux militants et sympathisants comme une régression. La profonde désorientation qui régna dans le PCF, couplé avec la répression du gouvernement français, paralysa largement ses activités. L'interprétation même du Pacte posait problème. S'agissait-il, ce que nous savons maintenant à la lecture des archives, d'un acte opportuniste ou bien présageait-il d'une alliance plus durable avec Hitler ? Ces questions touchaient militants et sympathisants bien au-delà de la sphère communiste. De fait, le Pacte semblait valider certaines des positions du « pacifisme intégral » issu de la guerre de 1914-1918. Cela peut expliquer le basculement de certains sympathisants de gauche vers le soutien à la collaboration après juin 1940.

Et, il est clair que les dirigeants soviétiques étaient eux-mêmes embarrassés par le Pacte. La décision de Staline et de Molotov d'imposer le « protocole secret » puis d'aller au-delà de ce dernier était difficilement réconciliable avec le discours tenu jusque là. Les annexions de territoire, des Pays Baltes à la Bessarabie, attestaient que l'URSS était bien la continuation de l'Empire Russe et non un Etat différent. La guerre contre la Finlande, où la Russie exigeait, et finalement obtint, des compensations territoriales importantes vint s'ajouter au tableau à l'hiver 1939-1940. Le fait que l'URSS appliquait une « soviétisation » brutale (déportation des « éléments bourgeois », collectivisation forcée) dans les territoires qu'elle avait obtenus du fait du Pacte indiquait bien que, pour Staline et certains de ses plus proches associés (dont Molotov) la dimension « territoriale » était elle aussi importante. On ne peut donc pas interpréter le Pacte uniquement du point de vue de la sécurité de l'URSS, même si ce point est, bien sûr, le point le plus important ; il faut aussi intégrer la dimension territoriale. Cette

dimension territoriale, cette volonté d'annuler le traité de Brest-Litovsk, se fait de plus en plus pressante à partir de début 1939. On ne peut donc exclure qu'elle ait joué un rôle non pas dans la décision d'en arriver au Pacte, mais dans celle d'y inclure des « clauses secrètes ». Elle semble bien avoir joué un rôle de plus en plus important dans la période « post-Pacte » qui va de septembre 1939 à l'été 1940.

Cette dimension va s'avérer la plus contre-productive. Les Pays Baltes vivront ainsi leur « annexion » par l'URSS de manière très négative. Elle n'améliorera pas, par ailleurs, la sécurité de l'Union soviétique. Les annexions ainsi que les gains territoriaux obtenus au détriment de la Finlande furent justifiés par les gouvernements soviétiques par la volonté d'éviter un blocus de la base navale de Leningrad. Mais, quand les Allemands attaquèrent l'URSS en juin 1941, la défense soviétique dans ce secteur s'effondra rapidement dans ce secteur et, en septembre 1941, Leningrad était bien bloquée. Ces annexions, loin de donner un avantage en termes de « profondeur stratégiques » aux armées soviétiques, obligèrent de démanteler les fortifications réalisées avant 1939 pour les reconstruire (ou tenter de le faire) plus proche de la nouvelle frontière. De fait, ce processus était loin d'être achevé quand la guerre éclata.

Le Pacte eut-il aussi une dimension économique ? Les négociations entre Allemands et Soviétiques aboutirent à la livraison de quantités importantes de blé et de pétrole à l'Allemagne[40]. Mais, l'Allemagne sut bien se passer de ces livraisons à partir de 1941. En échange, les Soviétiques obtinrent d'importantes livraisons de machines-outils et d'équipements militaires de la part de l'Allemagne[41]. Ces livraisons vinrent opportunément remplacer les livraisons américaines interrompues suite à l'annexion des Pays Baltes. Or, le commerce entre les Etats-Unis et l'URSS était important avant 1939. Il avait commencé dès 1930, alors que les deux pays n'avaient pas établi de relations diplomatiques (celles-ci datent de novembre 1933), et il s'était renforcé avec l'accord commercial de juillet 1935, puis avec l'obtention de la clause de la Nation la plus favorisée à l'été 1937[42]. De 1937 à 1939, les Soviétiques demandèrent l'assistance des Etats-Unis pour la conception des 4 cuirassés de la classe « Sovetsky Soyuz » qu'ils entendaient construire[43]. Les relations économiques et commerciales avec l'Allemagne se *substituèrent* aux relations avec les Etats-Unis, interrompues à la suite des *conséquences* du Pacte. Elles n'étaient nullement nécessaires.

Le Pacte et son héritage

Le Pacte est un objet d'histoire totale. Il ne peut être abordé par un seul de ses côtés. Sa dimension sécuritaire est cependant évidente. Compte tenu de l'enchaînement des événements depuis septembre 1938, et des accords de Munich, on voit mal comment il aurait pu être évité. Cependant, le Pacte n'impliquait pas forcément les « protocoles secrets », et celui du 23 août 1939 semble bien avoir correspondu à la volonté de Staline et de Molotov. Dès la Perestroïka, la position de l'Etat soviétique, puis de l'Etat russe a cependant été claire sur les « protocoles secrets ». Ainsi, le 24 décembre 1989, le Congrès des députés du peuple, qui était alors l'organe supérieur du pouvoir en Union Soviétique, avait adopté une résolution concernant l'évaluation politique et juridique du Pacte de non-agression de 1939. Cette résolution condamnait officiellement le protocole secret en tant qu'acte de « *pouvoir totalitaire* », un acte qui ne traduisait nullement « *la volonté du peuple soviétique qui n'assume aucune responsabilité pour cette collusion* » [44]. Cela s'applique encore plus aux protocoles secrets du 28 septembre 1939.

Le Pacte a-t-il sauvé l'URSS face à Hitler ?^[45] La dégradation de l'état de l'outil militaire soviétique de septembre 1938 à la fin de l'automne 1939, et dont la guerre Russo-Finlandaise permet de se rendre compte, est une évidence. Cet état faisait que l'URSS n'avait que peu d'intérêt d'entrer en guerre au 1^{er} septembre 1939. Mais, cette dégradation était niée ou très sous-estimée par les dirigeants soviétiques. Elle n'a joué aucun rôle à ce que l'on sache dans la signature du Pacte. Comme on l'a dit, les dirigeants soviétiques n'ont pris conscience du risque imminent d'une attaque allemande qu'à la fin de l'été 1940. Ce n'est qu'à partir des « kriegspiel » de janvier et février 1941 qu'ils mesurent l'ampleur de la tâche de réorganisation de l'Armée Rouge. On constate alors qu'une bonne année a été perdue dans la préparation à la guerre qui vient. Vouloir gagner du temps se comprend et se justifie parfaitement, mais encore faut-il ne pas gaspiller le temps gagné ; pourtant, c'est ce que les dirigeants soviétiques ont fait.



Chasseur I-16, 1938, dans une unité de la protection de la Flotte

Ceci étant dit, les responsables réels du Pacte sont tout autant Chamberlain, le Premier ministre britannique, et Daladier que Staline. Leur refus d'envisager l'affrontement en septembre 1938, alors que l'Armée Rouge était en meilleure position que ce qu'elle était en septembre 1939, et que l'Armée allemande était bien plus faible que ce qu'elle sera un an plus tard, est une décision dont l'importance est fondamentale pour comprendre le Pacte. La responsabilité du Président du Conseil français est même plus importante que celle de son homologue britannique. Elle implique aussi les défaitistes au sein de l'Etat-Major français.

Toute vision du Pacte qui oublie cela se discrédite radicalement et complètement.

NOTES

[1] <http://historyfoundation.ru/2019/05/31/pakt/>

[2] Kershaw I. et M. Lewin, (edits.), *Stalinism and Nazism – Dictatorships in Comparison*, Cambridge University Press, Cambridge, février 1997,

[3] Schmitt O., *Pourquoi Poutine est notre allié? Anatomie d'une passion française*, Paris, Hikari Éditions, 128 p..

[4] <https://fr.sputniknews.com/societe/201906031041320466-moscou-originaux-du-pacte-germano-sovietique-de-non-agression-de-1939/>

[5] Voir, Il'ichev L.F., *God krizisa, 1938-1939: Dokumenty i Materialy*, 2 Vols., Moscou, Izdatelstvo polit. lit-ry, 1990. Voir aussi Carley M.J., *1939 : L'alliance de la dernière chance*, Montréal, Presse Universitaires de Montréal, 2001.

[6] Calvitt Clarke III J., « ITALO-SOVIET MILITARY RELATIONS IN 1933 And 1934 : MANIFESTATIONS OF CORDIALITY », Paper Presented to the Duquesne History Forum, Pittsburgh, PA, 27 octobre, 1988. Voir aussi Yakubov, V. & Worth, R., “The Soviet Project 7/7U Destroyers”, In Jordan, J. & Dent, S. (eds.). *Warship 2008*, Londres, Conway, 2008, pp. 99–114 ; Yakubov, V. Worth, R., « The Soviet Light Cruisers of the Kirov Class », in Jordan, John (ed.), *Warship 2009*, Londres, Conway, 2009, pp. 82–95. ; Rohwer, J. et Monakov, M. S., *Stalin's Ocean-Going Fleet*. Londres, Frank Cass, 2001.

[7] Calvitt Clarke III J., *Russia and Italy Against Hitler: The Bolshevik-Fascist Rapprochement of the 1930s*. Westport, CT: Greenwood Press, 1991. Gorodetsky, G., *Soviet Foreign Policy, 1917-1991: A Retrospective*. Londres, Routledge, 2014.

[8] Charles N. Robinson et N. M. Ross, eds, *Brassey's Naval and Shipping Annual, 1930*, « A Soviet naval mission visited Italy in December 1930 », Londres, William Clowes and Sons, Ltd., 1930.

[9] Vidal G., *Une alliance improbable – L'armée française et la Russie soviétique 1917-1939*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 307p.

[10] Pokorná A., “Czechoslovak-Soviet Armaments Cooperation in the Second Half of the 1930s », in *Historie a vojenství*, no. 5 (1982), pp. 56–77.

[11] Ryan, J.F., *The Royal Navy and Soviet Seapower, 1930-1950 : Intelligence, Naval Cooperation and Antagonism*, Univ. Of Hull, PhD., janvier 1996.

[12] Winock M., N. Benkorich, *La Trahison de Munich : Emmanuel Mounier et la grande débâcle des intellectuels*, CNRS éditions, 2008.

[13] Traité d'amitié du 25 janvier 1924 et Traité de Locarno du 16 octobre 1925 : ces documents sont reproduits dans Colliard-Maniñ, *Droit International et Histoire Diplomatique*, Tome H, Europe, Paris, Domat-Montchrestien, 1970, p. 89 et 90.

[14] <https://www.monde-diplomatique.fr/2018/10/GORODETSKY/59133>

[15] Les « districts militaires » ou *Voennyi Okrug* sont des circonscriptions de temps de paix qui ont pour fonction de gérer localement les unités militaires, de les entraîner, et d'assurer le cadre de leur mobilisation. En temps de guerre, ils sont remplacés par des « Fronts » ou des « directions stratégiques ». Sapir J., *Le système militaire soviétique*, Paris, La Découverte, 1989.

[16] Jukes G., «The Red Army and the Munich Crisis », in *Journal of Contemporary History*, Vol. 26, n°2, (1991), pp. 195-214.

[17] Elle n'avait pas à l'époque les moyens de s'y opposer. Voir Documents on German Foreign Policy 1918-1954, series D, vol. II (HMSO, Londres 1950), 383 and 43.

[18] Sapir J., « L'armée française, l'URSS et la Pologne », note publiée sur *RussEurope* le 26 mars 2016, <https://russeurope.hypotheses.org/4825>

[19] Doise J. et M. Vaisse, *Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire, 1871-1991*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Points. Histoire » (n° 153), 1992 (1^{re} éd. 1987, Imprimerie nationale), 749 p.

[20] Cuny J. et Danel R., *L'aviation de chasse française 1918-1940*, Paris, éditions Larivière, 1974, pp. 142 et ssq..

[21] Voir Adamthwaite A.P., « Democracies, Dictatorships and Public Opinion : Government, Press and Opinion in Britain and in France in the Approach to Munich », dans *Opinion publique et politique extérieure en Europe : actes du Colloque de Rome (16-20 février 1981)*, vol. II : 1915-1940, Rome, Publications de l'École française de Rome, coll. « Publications de l'École française de Rome » (n° 54-2), 1984, 460 p.

[22] Beuve-Méry H., « De l'accord de Munich à la fin de l'État tchéco-slovaque ? », *Politique étrangère*, Paris, Centre d'études de politique étrangère, n° 2, 4^e année, avril 1939, p. 135-154.

[23] Marès A., *Histoire des Tchèques et des Slovaques*, Ed. Perrin, Co., Tempus, 2005

[24] Lyon, D.J., *Warship Profile 10, HMS Illustrious Aircraft Carrier 1939-1956, Technical History* et Friedman, N., *British Carrier Aviation: The Evolution of the Ships and Their Aircraft*. Annapolis, Maryland, Naval Institute Press, 1988.

[25] Roberts G., « The Soviet Decision for a Pact with Nazi Germany », in *Soviet Studies*, Vol. 44, No. 1 (1992), pp. 57-78.

[26] God krizisa, vol. 1, op. cit.. document 329.

[27] Roberts G., « The Soviet Decision for a Pact with Nazi Germany », op. cit. p. 61.

[28] Roberts G., « The Soviet Decision for a Pact with Nazi Germany », op. cit. p. 67/68.

[29] Voir Sapir J., *La Mandchourie oubliée : Grandeur et démesure de l'art de la guerre soviétique*, Éditions du Rocher, coll. « Art de la guerre », 1996, 291 p. ; Coox A.D., *Nomonhan : Japan Against Russia, 1939*, Stanford (Ca), Stanford University Press, 1985, 1256 p.

- [30] Roberts G., « The Soviet Decision for a Pact with Nazi Germany », op. cit. p. 69.
- [31] *God Krizisa*, vol. 2, op.cit., documents 570 et 572.
- [32] Buber-Neumann, M., *Prisonnière de Staline et d'Hitler : déportée en Sibérie*, vol. I, Paris, Seuil, 1949 et *Prisonnière de Staline et d'Hitler : déportée à Ravensbrück*, vol. II, Paris, Seuil, 1988.
- [33] Sontag, R. J. et Stuart Beddie J., *Nazi-Soviet Relations 1939–1941: Documents from the Archives of The German Foreign Office*. Washington, D.C.: Department of State, 1948.
- [34] La responsabilité de Staline et des dirigeants soviétiques fut reconnue lors d'un vote à la Douma en 2010. <https://www.bbc.com/news/world-europe-11845315>
- [35] Sapir J., “La défaite française de 1940 vue par les soviétiques” in *Cahiers du CEHD*, n°23, “Nouvelle histoire bataille (II)”, pp. 273-281.
- [36] Fulgate B. et L. Dvoretzky, *Thunder on the Dnepr*, San Francisco, Ca, Presidio Press, 1997, 2001
- [37] Glantz D., *Before Stalingrad: Barbarossa, Hitler's Invasion of Russia 1941*, Tempus, 2003.
- [38] En particulier le rappel de 800 000 réservistes et le transfert de 4 armées des districts militaires de l'intérieur du pays vers les frontières occidentales. Voir Général S.P. Ivanov (ed.) *Nachal'nyj Period Vojny*, [La période initiale de la guerre] – Moscou, Voenizdat, 1974, chap. 8.
- [39] Kimyongür A., « Louis Aragon: (Re) writing the Nazi-Soviet Pact », in *E-rea* [En ligne], 4.2 | 2006, document 8, mis en ligne le 15 octobre 2006, URL : <http://journals.openedition.org/erea/254>
- [40] Ericson E.E., *Feeding the German Eagle : Soviet Economic Aid to Nazi Germany, 1933–1941*, Greenwood Publishing Group, 1999.
- [41] Weinberg G.L., *Germany and the Soviet Union 1939-1941*, Leiden, E.J. Brill, 1954.
- [42] Kerblay B., « Perspectives des relations économiques entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis » In *Politique étrangère*, n°5 – 1959 – 24eannée. pp. 504-512;
- [43] Braynard, F. O., *By Their Works Ye Shall Know Them, The Life and Ships of William Francis Gibbs 1886–1967* New York: Gibbs & Cox, 1968.
- [44] <https://fr.sputniknews.com/societe/201906031041320466-moscou-originaux-du-pacte-germano-sovietique-de-non-agression-de-1939/>
- [45] <https://fr.sputniknews.com/international/201907081041618429-pacte-molotov-ribbentrop-seconde-guerre-modiale-non-agression-allemande-nazie/>